

Guerre froide au Sud

KNEZEK Muriel
13 octobre 2008



La gangrène des méthodes agressives et subversives étasuniennes en Amérique latine déclenche une poussée de réactions multilatérales des pays du continent brocardé. De concert, les Etats du Sud refusent désormais très clairement l'escalade de l'ingérence américaine sur leurs territoires et s'organisent contre sa domination. Une guerre de position et d'intimidation mutuelle s'installe et présage un renversement du postulat actuel.

La tension monte le long des côtes Caraïbes.

Après le stationnement temporaire au Venezuela, début septembre, de deux bombardiers TU-160 des forces aériennes russes, dans le but d'effectuer pendant quelques jours des vols d'entraînement au-dessus des eaux neutres, à la mi-novembre, la flotte russe s'avancera sur les frontières maritimes du Venezuela. A la demande du président Hugo Chavez, ces manœuvres stratégiques viennent répondre à la menace grandissante des Etats-Unis dans cette région.

En réaction aux débordements des pressions et agressions organisées par le gouvernement américain depuis bientôt 10 ans sur le continent latino-américain, Chavez – aujourd'hui directement visé – manifeste sa combativité et son pouvoir face aux Etats-Unis. Ce déploiement militaire, conjoint et officiel, entre le Venezuela et la Russie enclenche une nouvelle guerre froide du XXIe siècle qui se situe dorénavant entre l'Amérique du Nord et celle du Sud – puissance à part entière.

La cause réelle et sérieuse de cette démonstration de force vient comme une réplique à la vieille histoire de l'application de la doctrine Monroe, née en 1854. A cette époque, l'idée majeure consignait le principe d'une « Amérique américaine » qui perdure encore et toujours. Après avoir abandonné la peur d'une colonisation espagnole voire européenne du continent latino-américain au cours du XIXe siècle, les Etats Unis ont depuis appuyé leur théorie d'une Amérique latine leur revenant. Sous prétexte de bienveillance américaine, une véritable hégémonie sur l'hémisphère s'est ainsi établie, mettant en place dictatures et tutelles. Une façon d'asseoir clairement les droits des Etats-Unis sur ces territoires et d'intervenir dans les événements latino-américains en protégeant activement leurs intérêts continentaux.

La goutte d'eau

Cependant, il est temps pour Hugo Chavez de dire que « trop c'est trop ». L'Amérique du Sud ne sera plus l'arrière-cour des Etats-Unis et sa « balkanisation » n'aura pas

lieu. Quant au principe « pitiyankee » de guerre préventive, l'Amérique latine le considère comme inacceptable. Cette réactivité vénézuélienne, ni gratuite ni paranoïaque, traduit plutôt un réflexe politique tactique vis-à-vis du danger d'ingérence nord-américaine flagrante et vérifiée.

Après les expériences désastreuses et meurtrières qui ont marqué l'histoire du continent au cours de ce XXe siècle – Colombie (1948-57, guerre civile et guérilla des Farc depuis 1960), Cuba (1961-62, crise des missiles et embargo), Equateur (1963-72, dictatures militaires), Bolivie (1964-82, dictatures militaires), Honduras (1972-83, gouvernements militaires), Argentine (1973-81, junte militaire), Chili (1973-88, dictature Pinochet), Nicaragua (1980-90, guerre anti-sandiniste), Salvador (1980-92, junte militaire), Grenade (1983, invasion américaine)... – le principe continue de se répéter.

Cette domination, qui s'exprime aujourd'hui non plus sous la forme de dictature directe mais sous couvert de coups d'état, d'embargos, d'espionnage, de sabotages, de subversion ou de sanctions, entretient un conflit à vif en permanence et met en danger la mouvance de gauche qui s'installe partout dans la zone Sud, et dont Chavez se fait le porte-parole.

Les derniers événements en date confirment la montée en puissance d'une activité américaine pernicieuse. Complices de cette déstabilisation, les groupes paramilitaires infiltrés, l'Usaid – l'agence américaine chargée du développement économique et de l'assistance humanitaire dans le monde –, le NED – l'association américaine dont l'objectif officiel est l'éducation et la formation vers la démocratie à travers le monde – font le travail. Sous couvert de non violence, mais finalement comme technique d'action politique qui peut être employée à n'importe quelle fin, l'USAID – créée en 1961 par J.-F. Kennedy – et le Ned – créé en 1984 par Reagan – sont des paravents de la CIA qui les finance. Ainsi, sans soulever d'indignation internationale grâce à une vitrine idéologique, c'est à coup de millions de dollars que ces deux organisations commandites des formations politiques subversives, des paniques et des terreurs, des média mensonges, des corruptions et infiltrations à l'intérieur des pays récalcitrants. Le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur et le Mexique sont de ceux qui subissent actuellement et de plein fouet ces fourbes manipulations

L'Otan, qui s'intéresse à ce mécanisme bien huilé, voit en lui la façon d'organiser la résistance à tout mouvement s'opposant à son dictat. L'Albert Einstein Institution, qui préconise depuis les années 50 cette doctrine de résistance individuelle non-violente, s'est faite par exemple la bonne école de l'Otpor – organisation insurrectionnelle opposante au gouvernement serbe entre 1995-2000, qui finira par se transformer en mouvement d'extrême droite visant à la déstabilisation. La période des expériences des révolutions de couleurs à l'Est prend ainsi de l'expansion à travers ces méthodes, et s'exporte aujourd'hui sournoisement sur le continent latino-américain.

Crise

De par ces multiples façons, l'infiltration se veut insidieuse, dangereuse et encore efficace. Le 1er mars dernier, l'armée colombienne s'est permise d'éliminer Raul Reyes, n°2 des Farc, à l'intérieur du territoire équatorien. Cette agression sans foi ni loi a bien failli déclencher un conflit ouvert entre les deux pays, mais l'Equateur s'en

est arrêté à rompre ses relations diplomatiques avec Bogota. Au mois de juillet, les Etats-Unis ont décidé de réactiver leur 4e flotte – mise en veille depuis 1958 – dans la mer des Caraïbes et de l’Atlantique sud avec l’intention de combattre le terrorisme, les activités illégales et d’envoyer un « message » au Venezuela et au reste de la région. Le 10 septembre, Evo Morales – président de la Bolivie – a sommé l’ambassadeur américain à La Paz de quitter le pays dans les 72 heures, accusé d’attiser les revendications autonomistes des cinq provinces les plus riches du pays et de conspirer contre la démocratie en tentant d’organiser l’éclatement de la Bolivie. Pour manifester son soutien à Evo Morales, le 11 septembre, Chavez a mis également un terme aux relations diplomatiques avec les Etats-Unis en annonçant l’expulsion de l’ambassadeur américain au Venezuela. « Allez au diable, Yankees de merde » s’autorisera Chavez, exaspéré par le culot permanent du gouvernement américain. Le ton de la crise et la réplique sont bel et bien donnés.

Au même moment, le 10 septembre à Caracas, 7 militaires vénézuéliens, soutenus par des filières extérieures, sont arrêtés pour complot putschiste contre Chavez, avec pour programme tentative de renversement et d’assassinat.

Les Etats-Unis, présentement affaiblis et discrédités, et déjà embourbés sur d’autres fronts au Moyen-Orient, se mettent dans une situation provocante risquée de ce côté du monde. Leur stratégie expansionniste de plus en plus hasardeuse s’expose à un retour de bâton inconfortable. « Détruire pour reconstruire » dans cette région ne semble plus faire partie des techniques incontestables que les Etats-Unis ont l’habitude de certifier et de mettre en œuvre. La résistance est implantée et la politique d’intégration du Sur – Sud – florissante (MercoSur, BancoSur, TeleSur, Alba...). L’intention latino-américaine est dirigée vers le développement économique et social et l’indépendance, non vers la guerre. Les Etats-Unis ne le souhaitent pas ainsi, mais pourtant il serait temps qu’ils se fassent une raison.

Muriel Knezek
journaliste